

# Table des matières

<b>Remerciements.....</b>	<b>14</b>
<b>Préface.....</b>	<b>15</b>
<b>Le récit de l'OEP.....</b>	<b>19</b>
<b>70 éditoriaux classés par thème.....</b>	<b>85</b>
<b>L'Europe.....</b>	<b>87</b>
Rapport Amin Maalouf : une hirondelle ne fait pas le printemps .....	89
Un Défi salutaire : quel avenir pour le rapport Maalouf?.....	90
Un printemps du plurilinguisme européen ?.....	92
L'Union européenne prend le tournant du plurilinguisme.....	95
Plurilinguisme : errance à la Commission européenne !.....	97
Le régime linguistique de l'Europe, une question toujours d'actualité.....	98
L'aube d'une ère nouvelle ?.....	103
Quand l'Europe se réveillera ! (I).....	108
Quand l'Europe se réveillera (II) ! Retrouver l'usage de la parole ! .....	116
Quand l'Europe se réveillera ! (III) La culture d'abord !.....	121
Grande consultation publique de la Médiatrice européenne sur l'emploi des langues au sein des institutions, organes et organismes de l'Union européenne (UE).....	127
Brexit : Plus rien ne peut plus être comme avant.....	132
Autour du Brexit : les enjeux démocratiques et géopolitiques des langues officielles de l'Union européenne.....	138

<b>Le plurilinguisme, un incontournable de l'économie, de l'entreprise et du travail.....</b>	<b>145</b>
Plurilinguisme et droit du travail.....	147
Les langues, valeurs ou anti-valeurs économiques?.....	147
Les langues dans les entreprises : récit d'une petite révolution copernicienne.....	150
Y-aurait-il du nouveau dans les entreprises en ce qui concerne les langues ?.....	156
Où en sont les entreprises en matière de langues ?.....	160
La publicité en panne de créativité.....	162
Plurilinguisme et créativité.....	165
Plurilinguisme et développement durable.....	168
Variations sur le thème « Plurilinguisme et développement durable ».....	171
<b>Les langues ont droit à toute notre attention.....</b>	<b>183</b>
2008, Année du dialogue interculturel : la dérision!.....	185
L'Italie, la confusion linguistique.....	186
Colloque OEP-Unesco : Les intellectuels et artistes pour le plurilinguisme et la diversité culturelle.....	187
Fêter les langues dans toute l'Europe.....	188
<b>La langue et les langues, passage obligé de l'éducation.....</b>	<b>193</b>
Lettre ouverte aux parents et aux jeunes.....	195
Lettre ouverte aux parents et aux jeunes (suite).....	196
Plurilinguisme et éducation : Que dit la Charte européenne du plurilinguisme ?.....	198
Lettre ouverte aux parents et aux jeunes (fin) : le plurilinguisme, un "avantage concurrentiel" !.....	200
Faut-il enseigner l'anglais en maternelle ?.....	202

Retour sur l'enseignement de l'anglais en maternelle.....	206
L'anglais en maternelle : dérision du discours politique.....	207
En revenir aux fondamentaux sur l'Éducation.....	211
Debout !.....	216
(Re)mettre les langues au cœur des systèmes éducatifs !.....	221
Projecteurs sur l'éducation.....	225
La réforme du collège : Un mauvais coup pour les langues vivantes ?.....	233
Carnet de rentrée.....	236
Enseignement des langues vivantes : l'Europe défigurée !.....	243
<b>Enseignement supérieur : stérilité du tout-anglais, créativité du plurilinguisme.....</b>	<b>255</b>
Non aux universités offshore !.....	257
<i>L'ENA vire au tout-anglais</i> .....	265
La décision du Conseil d'État concernant l'ENA : <i>semi-défaite, semi-victoire</i> ?.....	267
L'anglais dans l'enseignement supérieur : Une décision historique de la Cour constitutionnelle italienne.....	271
Plurilinguisme et enseignement supérieur : un colloque sur la gouvernance linguistique des universités et établissements d'enseignement supérieur.....	276
<b>L'OEP, arrêt sur image.....</b>	<b>283</b>
Si l'OEP n'existait pas il faudrait l'inventer : 10 bonnes raisons pour mieux connaître l'OEP, le rejoindre ou soutenir son action. ....	285
Conclusions des Assises à Rome.....	288
<b>La philosophie politique et l'éveil de la conscience linguistique..</b>	<b>295</b>
Langues et identité nationale.....	297

Plurilinguisme et éducation, plurilinguisme et liberté : Que dit la Charte européenne du plurilinguisme ?.....	299
Le plurilinguisme, pour la liberté de penser !.....	301
Dépasser le sens commun !.....	306
L'évidence et la cohérence.....	309
Citoyenneté, une valeur éteinte ?.....	315
A contresens !.....	319
La ratification par la France de la Charte européenne des langues régionales et minoritaires.....	323
Le plurilinguisme, une question de démocratie.....	327
<b>Un monde plurilingue.....</b>	<b>337</b>
La Grande-Bretagne linguistiquement à la dérive.....	339
L'OIF, une organisation internationale plurilingue émergente. ....	341
<i>Soft power</i> et plurilinguisme européen.....	344
5 victoires du plurilinguisme.....	349
Le soleil se lèverait-il à l'Ouest ?.....	354
La francophonie a un bel avenir devant elle.....	358
Regards sur l'Afrique et le défi linguistique.....	366
L'heure du plurilinguisme.....	375
L'état du monde peut-il changer l'ordre linguistique ?.....	382
Un nouveau dictionnaire sur les anglicismes.....	390
Déconstruire l'anglicisation et les anglicismes (I).....	398
<b>Pour une théorie générale de la domination.....</b>	<b>411</b>
"Mainstream", modèle économique ou hégémonie culturelle. ....	413
La Suède s'inquiète du déclin des langues vivantes sous la pression de l'anglais.....	416
Quelle <i>lingua franca</i> ?.....	418

Cinéma et plurilinguisme.....	425
Souveraineté linguistique (I) ?.....	428
Souveraineté linguistique (II).....	439
Souveraineté linguistique ? (III).....	450
Souveraineté linguistique ? (IV et fin).....	462
<b>Qui sommes-nous ?.....</b>	<b>475</b>
<b>Index des noms.....</b>	<b>495</b>

## ***Remerciements***

Je voudrais d'abord remercier toutes les personnes citées dans ce livre qui ont participé à l'aventure de l'OEP qui est avant tout une aventure humaine.

Mais elle est aussi une aventure intellectuelle qui s'est épanouie au fil des années et à laquelle elles ont été associées.

Comme l'aventure se poursuit, j'aurais pu attendre avant de décider de publier le manuscrit.

Mais, voilà, il fallait y mettre un point final, tout provisoire, et passer à la relecture.

Je dois à cet égard remercier très sincèrement et très chaleureusement dans l'ordre d'entrée en scène dans cet exercice très méritoire et combien indispensable, Anne Bui, relectrice précise et rigoureuse de tous mes éditoriaux, Arlette Langlois-Kircher, relectrice de l'ensemble et traductrice des éditoriaux en anglais, Christos Clairis, Isabelle Mordellet-Roggenbuck, Pierre Frath, Astrid Guillaume, Valérie Bonin, relectrices et relecteurs de la partie historique.

Je tiens aussi à remercier tous les membres du Conseil d'administration et du comité scientifique qui m'ont accompagné, avec compétence et fidélité dans cette entreprise, dans laquelle ils ont cru et croient toujours. Je reste extrêmement sensible au témoignage d'amitié qu'ils n'ont cessé de me dispenser tout le long de ce chemin qui n'est pas près de toucher à sa fin.

## ***Préface***

par Jean Pruvost

### **Impérativement**

En ces décennies qui ouvrent le XXI<sup>e</sup> siècle, au moment où l'académicienne philosophe et philologue Barbara Cassin installe le concept stimulant de « plus d'une langue », le titre choisi par Christian Tremblay, « L'impératif plurilingue », est à lui seul une merveilleuse et ferme invitation pour la réflexion. Bénéficier en effet d'un cortège d'idées fortes et d'expériences uniques de la part du président fondateur de *L'Observatoire européen du plurilinguisme*, l'OEP, homme de cœur et de pensée qui sait, selon la formule bergsonienne, « penser en homme d'esprit » et « agir en homme de pensée », voilà qui est une grande chance pour quiconque lit cet ouvrage. Et assurément aussi pour celui qui le préface !

L'impératif représente certes d'abord dans notre langue un mode grammatical qui, à l'instar de l'infinitif, a débordé de son cadre premier, celui d'un adjectif – le mode « impératif » – pour devenir un substantif, ce qui lui donne la valeur d'un concept opératoire. Or tous deux sont liés, l'*infinitif* qui donne l'idée d'une pensée aux horizons infinis, et l'*impératif* qui pousse à la mise en pratique de quelques idées, sur un ton que Christian Tremblay, fin humaniste et linguiste, sait rendre chaleureux et collectif.

C'est ce qu'avait en son temps saisi le bougon Flaubert dans sa correspondance, le 30 janvier 1867. Il écrivait en l'occurrence à George Sand et lui confiait qu'il se sentait « devenir vache », tout ce qu'il vivait aiguisant sa pensée. Et de poursuivre en ajoutant : « J'ai

même inventé le verbe *vacher*. Je *vache*, tu *vaches*. Mais le plus beau c'est l'impératif. *Vachons !* » Eh bien, oublions le fond bourru de Flaubert, mais louons sa volonté de néologiser et d'aller de l'avant avec un impératif : *plurilinguons !* Et suivons sans hésiter Christian Tremblay dans sa dynamique, qui offre à la langue française sa place pleine et entière, en soutenant la diversité linguistique de l'Union européenne et en tenant compte de toutes ses composantes, qu'elles soient politiques, administratives, économiques, sociales ou culturelles.

Il y a des mots qui doivent beaucoup à des initiatives fortes et utiles et l'on pense ici à l'action de *l'Observatoire européen du plurilinguisme*, fondé et vivifié par Christian Tremblay : le mot « plurilingue » est de ceux-là. Attesté en français en 1956 dans le cadre d'un ouvrage de Marcel Cohen dévolu à « une sociologie du langage », à propos des nations plurilingues, avant de qualifier également vers 1965 une personne pratiquant plusieurs langues, le mot « plurilingue » entre dans la dernière édition du *Dictionnaire de l'Académie française* assorti de son substantif, le plurilinguisme, avec cette annotation, signe du succès dans le concert des mots utiles : « on dit aussi moins bien multilinguisme ».

Il ne fait pas de doute que les éditoriaux ici rassemblés par thèmes ont donné une force considérable à cette réalité plurilingue à défendre au cœur de l'Europe, « incontournable de l'économie, de l'entreprise et du travail ». Que soient ainsi rassemblées un cortège de réflexions profondes sur les langues, « la langue et les langues, passage obligé de l'éducation » en rappelant la stérilité du « tout anglais », avec un plurilinguisme synonyme de « liberté de penser », est éminemment précieux.

En vérité, l'ouvrage que je préface ici est à quadruple vocation : historique, philosophique, linguistique et prospective.



Historique, parce que c'est tout d'abord un « récit de l'OEP » qui nous est offert. L'histoire, celle des êtres humains et de leur langue, a besoin d'être consignée, et la gestation des grands mouvements est essentielle ; elle montre très souvent, ce qui est le cas ici, combien des bonnes volontés se rejoignent et peuvent ainsi construire quelque chose de pérenne. La série passionnante des éditoriaux relève aussi très éloquemment de l'histoire, elle en fait partie en étant nécessairement liée aux événements propres à deux décennies. La marque même d'un outil transparent et se présentant comme une ressource passe par la présence d'un index. Il est ici magnifiquement nourri.

Philosophique, parce que rien de profond ne se fait sans de grandes convictions qui irriguent et nourrissent l'action. Ainsi, l'enquête interrogative sur la « souveraineté linguistique » est-elle passionnante et on apprécie hautement le chapitre particulier rassemblant les éditoriaux consacrés à la philosophie politique et à l'éveil de la conscience linguistique. En vérité, il n'est pas un éditorial qui n'ait une solide dimension philosophique et le *Qui sommes-nous ?* assorti des « valeurs » et des « objectifs » propres à l'OEP, touche finale de l'ouvrage, témoigne s'il en était besoin de cette vigueur philosophique.

Linguistique, parce qu'il va sans dire qu'on ne défend pas une telle position sans un socle savant sur les différentes réalités du langage, sans une connaissance fine des différents courants et théories qui innervent toute réflexion sur notre communication orale et écrite notamment à travers les langues de l'Europe. Il suffit de lire la liste des titres correspondant aux éditoriaux pour choisir comment faire son miel linguistique de toutes les analyses auxquelles a procédé précisément et efficacement Christian Tremblay.

Enfin, vocation prospective parce que pareil sujet est prométhéen, c'est un feu nourricier qui ne peut s'éteindre et nous oblige, selon la racine même du verbe *prospicere*, à regarder en avant, avec

discernement. « La francophonie a un bel avenir devant elle », « défi linguistique », autant de titres d'éditoriaux qui démarquent bien ce regard nécessairement et si utilement tourné vers l'avenir.

« Si l'OEP n'existait pas, il faudrait l'inventer » souligne malicieusement Christian Tremblay. Son dévouement et son énergie au service d'une grande cause l'honorent infiniment. Georges et Robert Bidois, père et fils, le notent dans leur précis de *Syntaxe du français moderne*, publié en 1935 ; l'impératif a « malgré son apparence de présent, regard sur l'avenir ». Et dans le même temps, dans son *Essai de sémantique* réédité en 1930, Michel Bréal affirme que « ce qui caractérise l'impératif, c'est d'unir à l'idée de l'action l'idée de la volonté... » Comment alors conclure autrement : lisez, réjouissez-vous, agissez, plurilinguez... Merci cher Christian Tremblay pour cet ouvrage à lire impérativement.

*Jean Pruvost*

# **Le récit de l'OEP**

*Par Christian Tremblay, président fondateur de l'Observatoire  
européen du plurilinguisme*

L'OEP est une belle aventure commencée en 2003.

## **La genèse, avant 2003**

En 2003, j'étais devenu président d'une association, l'ASEDIFRES, Association Européenne des Diplômés de l'Enseignement Supérieur. Cette association faisait essentiellement de l'information sur les questions européennes dans la mouvance de la Commission européenne et du Parlement européen. Après plusieurs années où j'avais fait la sourde oreille aux demandes pressantes de Madame Hélène Ducrocq-Poirier, présidente fondatrice, professeur à la Sorbonne, spécialiste de littérature québécoise, qui me faisait valoir qu'elle prenait de l'âge et qu'il était temps d'assurer la relève, j'avais fini par céder. J'ai vite pris la mesure de la mission qui m'incombait vu le faible renouvellement de l'association et le vieillissement naturel de ses membres. Les voyages culturels qu'elle organisait se faisaient rares et les dîners débats voyaient leur nombre de participants se réduire d'année en année pour finir en petits comités.

Il fallait trouver un moyen de relancer l'association.

Or, je venais d'achever au bout de neuf ans une thèse de doctorat menée en parallèle avec mon travail d'administrateur à la Mairie de Paris. Vu sa durée, cette thèse tridisciplinaire avait eu le temps de mûrir et le fait que la linguistique ait pris l'avantage sur les deux autres domaines couverts, le droit et l'informatique, me prédisposait pour une action concernant le domaine des langues.

Mais avant d'y arriver vraiment, je dois faire état d'un héritage. Pendant dix ans, de 1975 à 1985, sans en avoir été ce que l'on appelle un proche collaborateur, j'ai vécu dans un contact régulier et intellectuellement intense avec Michel Jobert, qui avait été secrétaire général de l'Élysée puis ministre des affaires étrangères sous la présidence de Georges Pompidou. Évidemment, si je me suis retrouvé ainsi dans l'entourage d'un homme politique aussi exceptionnel – un point de vue qui n'engage que moi – ce n'était pas l'effet du hasard. J'avais alors une sensibilité particulière pour les questions de langues et la francophonie naissante était une source d'intérêt née de mes dialogues avec des camarades de classe qui n'étaient pas tous des « natifs » de l'Hexagone.

Or, dans les années quatre-vingt-dix, le monde et particulièrement l'Europe connaissaient d'importantes transformations linguistiques à travers une poussée de la langue anglaise, sans aucun précédent historique.

Au niveau européen, les premières années de la CECA puis de la CEE à six avaient bien connu une prédominance du français, mais le plurilinguisme était néanmoins la référence et était la pratique la plus courante.

Au début des années 2000, un grand basculement était en train de se produire. Après la dislocation du bloc soviétique, les États-Unis imposaient un nouveau dogme politique et économique synthétisé dans le néolibéralisme, surtout avec les négociations pour l'entrée simultanée dans l'Otan et dans l'Union européenne des pays baltes et d'Europe centrale et orientale, l'équilibre linguistique de l'Union

européenne allait basculer de manière radicale en faveur de l'anglais.

J'ai donc proposé au Conseil d'administration que l'ASEDIFRES s'intéresse à ce phénomène dans l'espoir de créer un mouvement d'intérêt de nature à relancer l'association.

### **La recherche de partenaires**

Il fallait imaginer un événement que nous devrions organiser avec des partenaires. J'ai alors pris mon bâton de pèlerin avec l'appui de Jacqueline Nonon, membre du Conseil d'administration de l'ASEDIFRES. Haut fonctionnaire de la Commission européenne, deux années déléguée à la Condition féminine sous le gouvernement de Raymond Barre, elle avait une forte expérience administrative, une imagination toujours en éveil, et un carnet d'adresses bien nourri.

Jacqueline Nonon m'a entraîné dans un colloque à l'École normale supérieur à Sèvres dont j'ai oublié les références mais où elle m'a fait rencontrer Christos Clairis, professeur de linguistique générale à l'Université Paris V-René Descartes et vice-président de la Société internationale de linguistique fonctionnelle. Lui, dont le terrain d'exercice linguistique était notamment le domaine des langues rares, ne pouvait qu'être séduit par le projet et devait lui apporter un éclairage singulier en dehors de l'espace européen.

Jacqueline Nonon m'a également fait rencontrer Babette Nieder. Babette Nieder était en fin de mandat de secrétaire générale de l'Office franco-allemand pour la jeunesse et était sur le point de publier avec Christine de Mazières *L'Europe par l'école* avec deux grands chapitres sur les langues et le plurilinguisme. Elle était également en train de créer l'association Génération - Europe 21.

Mes recherches complémentaires sur Internet m'ont également ouvert nombreux contacts. Les réponses n'étaient pas toujours immédiates. Je me souviens avoir rencontré François-Xavier d'Aligny,

président de la Fondation pour le développement de l'enseignement international (FDEI), au siège de la Société générale à la Défense. Après un silence de plusieurs mois, je reçus de sa part un coup de fil m'annonçant qu'il était prêt à s'associer à l'entreprise. J'en ai ressenti une émotion qui ne s'oublie pas.

C'est aussi mes recherches sur Internet qui m'ont mené à Jean-Claude Beacco. J'avais constaté que le Conseil de l'Europe travaillait sur la question du plurilinguisme depuis de nombreuses années et avait produit notamment le Cadre européen commun de référence pour les langues. C'est ainsi que j'ai trouvé l'adresse électronique de Jean-Claude Beacco, je lui ai écrit, il m'a répondu et nous nous sommes rencontrés quelques jours plus tard dans la salle des professeurs de l'Université Paris III à la Sorbonne. Je crois l'avoir convaincu du sérieux du projet que je lui présentais, malgré ma faible connaissance du domaine.

J'ai aussi rencontré Astrid Guillaume, alors vice-présidente de l'APLV (Association des professeurs de langues vivantes), qui offrait une ouverture vers les associations de professeurs de langues, le CIEP (Centre international d'études pédagogiques), et la recherche universitaire.

Donc nous avons rencontré deux responsables du CIEP, Catherine Clément et Maha Billacois.

J'aurais pu continuer de rechercher de nouveaux contacts, mais, je l'ai surtout découvert plus tard, le nombre d'associations œuvrant dans les domaines des langues et de la didactique des langues, et qui étaient potentiellement des partenaires, était assez élevé, et il fallait choisir.

Jacqueline Nonon et moi avons considéré que nous avons reçu suffisamment d'accords de principe de la part des responsables de futurs partenaires, et nous avons décidé ensemble de lancer les premières Assises européennes du plurilinguisme. Le comité de

pilotage était constitué. Avant de choisir un lieu et des dates, il nous fallait poursuivre la mise en place du comité scientifique.

C'est ainsi que je suis allé solliciter François Rastier, linguiste sémanticien, fondateur de la *sémantique interprétative*. Il avait été membre de mon jury de thèse et avait suivi avec beaucoup d'attention et de bienveillance la période finale de ma thèse jusqu'à la soutenance, et ses publications m'avaient beaucoup inspiré, ce qui fait que je le considérais véritablement comme mon maître de thèse spirituel. J'avais de bonnes raisons de penser qu'il m'accompagnerait dans la nouvelle aventure qui s'annonçait avec l'OEP, qui n'avait encore ni nom, ni statut.

Un matin, Jacqueline Nonon m'appelle pour me dire qu'elle venait d'écouter sur France culture une émission très remarquable avec comme invité Heinz Wismann, philosophe philologue pour parler de *L'avenir des langues*, titre de l'ouvrage qu'il venait de publier conjointement avec Pierre Judet de La Combe. Un tel sujet ne pouvait que nous intéresser. Nous avons pu rapidement entrer en contact avec lui et je suis venu à son bureau rue Lacépède lui exposer nos projets. Il m'a indiqué à cette occasion que Pierre Judet de La Combe, helléniste et spécialiste d'histoire de la philologie et très porté sur l'avenir de l'éducation en Europe, également directeur d'études à l'EHESS, serait probablement aussi intéressé.

De son côté Astrid Guillaume m'a proposé d'inviter Marianne Lederer, traductologue française, cofondatrice avec Danica Seleskovitch de la *théorie interprétative de la traduction*, et ancienne directrice de l'École supérieure d'interprétation et de traduction (ESIT).

Astrid nous a également suggéré de solliciter l'inspecteur général responsable des langues vivantes, François Monnanteuil, président d'honneur de l'APLV, qui a tout de suite accepté.

## **Les premières Assises européennes du plurilinguisme en ligne de mire**

Avec ce comité scientifique initialement composé de François Rastier, Jean-Claude Beacco, Christos Clairis, Heinz Wismann, Pierre Judet de La Combe, Mariane Lederer et François Monnanteuil, nous étions dès lors armés pour préparer les Premières Assises européennes du plurilinguisme que nous prévoyions à l'automne 2005.

En fait le comité de pilotage et le comité scientifique se sont réunis une dizaine de fois dans une salle en sous-sol de la Maison de l'Europe grâce à Babette Nieder qui y avait pris ses fonctions de secrétaire générale. Nous avons eu à nous occuper à la fois de la préparation opérationnelle et du choix et de la définition des contours du thème.

Les aspects matériels étaient la première des choses à traiter, et cela d'autant plus que l'expérience d'un événement de l'importance de ce que nous imaginions nous faisait défaut, et que nos associations ne disposaient pour elles-mêmes d'aucune infrastructure.

Astrid Guillaume organisa une rencontre avec le directeur de l'UFR des langues appliquées de l'Université Paris 7-Denis Diderot (aujourd'hui Université de Paris). Jean-Michel Benayoun nous assura du partenariat logistique de son UFR et nous mit en rapport avec l'École Normale supérieure, rue d'Ulm.

Après deux visites à l'École normale, deux salles ont été mises à notre disposition dans des conditions très favorables pour la journée du 24 novembre.

Pour la journée du samedi 25, nous avons écrit au sénateur Jacques Legendre, président de la Commission des affaires culturelles du Sénat, dont nous connaissions les positions sur la question de la diversité de l'enseignement des langues, et grâce à son appui, nous



avons pu bénéficier d'un grand amphithéâtre qui avait entre autres l'avantage d'être bien équipé pour l'interprétation.

Pour donner tout son sens à notre action, nous ne pouvions faire moins que de prévoir des moyens d'interprétation, et le fait de bénéficier d'une salle déjà équipée nous faisait faire l'économie de la location de cabines. Tel n'était malheureusement pas le cas des salles de l'École normale supérieure, et nous avons dû faire installer dans la plus grande salle deux cabines d'interprétation correspondant chacune à une paire de langues.

Bien que le quartier choisi fût bien pourvu en restaurants, il nous a semblé que nous devions assurer aux participants une restauration à la fois rapide et peu coûteuse. Ce qui nous a amenés à nous entendre avec un restaurant universitaire proche de l'École normale supérieure.

S'agissant de la préparation intellectuelle, très vite nous sommes arrivés à l'idée que ces Assises devraient être consacrées à l'élaboration d'une *Charte européenne du plurilinguisme*.

Nous avons tracé un cadre général que nous avons décomposé en sous-thèmes et en articles, et chacune des tables rondes organisées au cours des deux journées des 24 et 25 novembre 2005 avait comme objectif d'apporter sur chacun des 12 chapitres de la Charte des éclaircissements, des informations qui devaient permettre une rédaction finale qui nécessitera encore un an de travail. Quatre ans plus tard l'ensemble des communications sera publié chez l'Harmattan sous le titre, savamment dosé et âprement débattu (notamment avec François-Xavier d'Aligny), *Plurilinguisme, interculturalité et emploi : défis pour l'Europe*.

### **Spécificité du concept des Assises**

Sans s'étendre davantage sur la préparation des premières Assises, il faut souligner ce que les Assises ont de spécifique par rapport à un

colloque classique ou un congrès, spécificités qui se sont affirmées avec le temps.

Tout d'abord il y a le spectre très large du thème. En fait quatre axes majeurs se détachent clairement.

Le premier axe est politique aussi bien d'un point de vue externe qu'interne. Ce qui est visé, ce sont les politiques linguistiques des États et des organisations internationales ou superétatiques comme l'Union européenne.

Le second axe est éducatif, et couvre la totalité des systèmes depuis la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur et en intégrant la formation des adultes.

Le troisième est économique et social et touche aux aspects économiques et sociaux des politiques linguistiques générales et d'entreprises.

Enfin, le quatrième axe est culturel et prend en compte les aspects linguistiques de tous les modes d'expression culturelle depuis la traduction littéraire jusqu'au cinéma et aux jeux vidéo, en passant par les grands équipements culturels que sont notamment les musées, les parcs de loisirs, les manifestations culturelles et de loisirs et les médias de la communication.

Chaque édition des Assises n'aura pas pour spécificité d'approfondir tel ou tel sujet mais d'actualiser l'ensemble des thématiques en les prenant sous un angle particulier, comme on le verra plus loin.

Une autre spécificité est le caractère multidisciplinaire, interdisciplinaire et transdisciplinaire du thème. Le plurilinguisme est par nature transdisciplinaire. Il n'est pas un domaine particulier d'une discipline académique, mais il est un champ qui en traverse de nombreuses, qui relève des sciences politiques, de la géopolitique, de l'histoire, de l'économie, de la linguistique et de la sociolinguistique, de l'anthropologie, de l'ethnologie, de la psychologie et de la didactique.

Une troisième spécificité est celle de la diversité des publics.

En principe un colloque scientifique, même quand il affiche une vocation interdisciplinaire, est censé réunir des chercheurs spécialisés dans le ou les domaines couverts par l'appel à communication, avec la finalité d'établir l'état de l'art du champ concerné et de faire avancer la recherche.

Les Assises ne tournent pas le dos à la volonté d'attirer les meilleurs spécialistes œuvrant dans le champ du plurilinguisme, ni à l'espoir de faire progresser la réflexion. On dit souvent que les grands progrès s'opèrent sur les zones de recouvrement entre plusieurs disciplines, sur les intersections où se révèlent les multiples dimensions des approches.

Donc on espère bien que le plurilinguisme, qui n'apparaît comme tel dans aucune discipline académique finisse par s'imposer comme un champ transdisciplinaire ayant sa propre cohérence et sa propre justification.

Il faut bien s'appuyer sur les résultats de la recherche scientifique et sur la connaissance des faits, mais l'idée n'est pas tant de faire progresser la connaissance que d'agir. Elle est aussi de dialoguer avec les institutions. Elle est aussi de toucher la société civile, à l'articulation entre les institutions et les citoyens, dans tous les secteurs que nous avons mentionnés.

Une quatrième particularité est de chercher dans la mesure du possible à lier la réflexion scientifique et politique à l'expression artistique.

Cette association au début était plutôt le fruit d'une intuition, d'une inspiration, elle est devenue avec le temps l'affirmation d'une convergence entre plurilinguisme et expression artistique. Nous y reviendrons.

Enfin, cinquième caractéristique, nous voulons que les Assises soient itinérantes et changent de lieu et surtout de pays à chacune de leurs réalisations.

Il est donc facile de comprendre que les Assises européennes du plurilinguisme sont une manifestation assez difficile à organiser et qu'elles nécessitent une longue préparation.

### **La construction de l'OEP**

En tout cas, dès les premières Assises, le cadre général était posé et nous pouvons nouer des contacts sans présager des résultats que nous pourrions obtenir.

Parmi nos premiers contacts figure la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) à la tête de laquelle venait tout juste d'être nommé Xavier North.

L'accueil a été immédiatement favorable et nous avons bon espoir que le délégué général serait présent pour la clôture. Nous saurons beaucoup plus tard, que les Assises avaient été pour lui sa première sortie officielle depuis sa nomination.

Bien évidemment nous avons contacté plusieurs personnalités politiques dont nous savions qu'elles avaient une forte probabilité d'être sensible à notre démarche. Il y avait notamment Jean-Pierre Chevènement, François Bayrou, Jack Lang, Lionel Jospin, Brigitte Girardin, Gilles de Robien, Abdou Diouf. Malheureusement tous étaient déjà engagés pour les dates que nous avions arrêtées. Finalement, nous avons obtenu l'assurance du ministre de la culture et de la communication en exercice, Renaud Donnedieu de Vabres qu'il interviendrait à la clôture de la manifestation. Béatrice Vernaudeau, députée de la Polynésie française a également répondu favorablement à notre invitation pour venir faire un exposé particulièrement intéressant sur la situation linguistique de la Polynésie française.

L'implication des institutions était évidemment une nécessité, mais la société civile était aussi importante.

Inclure des grandes entreprises et les syndicats était aussi une orientation forte. Nous avons reçu des réponses intéressées et courtoises de plusieurs entreprises dont Renault, mais sans qu'il s'ensuive une perspective de participation.

En revanche, du côté des syndicats, nous avons trouvé une oreille attentive du côté de la CFTC, où œuvrait Jean-Loup Cuisiniez et de la part de la CGT, dont le responsable de la culture Jean-Pierre Burdin était un adepte d'Édouard Glissant.

Donc les premières Assises se sont tenues les 23 et 24 novembre 2005 dans de bonnes conditions matérielles et avec un résultat plus que prometteur : plus de 200 participants ; 10 nationalités : Allemagne, Autriche, Danemark, Suisse, Belgique, Italie, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis, Égypte.

L'année qui a suivi a été consacrée à l'amélioration du texte de la Charte, en se nourrissant des communications et des débats des premières Assises.

Ce travail a été celui du comité scientifique et du conseil d'administration et il a fallu pas moins d'une dizaine de séances communes où tous les membres ont été d'une assiduité exceptionnelle pour produire ce texte, qui, relu aujourd'hui, s'avère d'une belle solidité.

Il est important de préciser que des membres extérieurs ont participé de façon très active à l'amélioration du texte. Il s'agit notamment d'Anna Maria Campogrande, haut fonctionnaire européen, et de Dietrich Voslamber, membre du Conseil d'administration de l'association allemande Verein Deutsche Sprache (VDS), association qui ne cessera d'être un partenaire fidèle et exigeant de l'OEP jusqu'à aujourd'hui.

Cette année d'après les premières Assises a également été consacrée à la rédaction des statuts de l'Observatoire européen du plurilinguisme, dénomination que nous avons finalement adoptée pour l'association que nous voulions créer et dont la nécessité s'imposait.

Le terme d'observatoire avait été débattu. Il avait l'avantage de manifester une intention de recherche d'une meilleure connaissance du domaine sans écarter une volonté d'action. Par analogie avec l'observatoire de la sécurité routière, notre but n'était nullement de nous limiter à compter les accidents. De notre travail d'exploration devait une capacité d'action sur les pouvoirs publics et sur l'opinion publique.

Il fallait aussi doter l'OEP d'un logo. A l'occasion de notre premier voyage en Roumanie, Marina Dumitriu m'a fait rencontrer Cristina Botez, artiste plasticienne. Le choix du logo était un choix important. Il devait bien exprimer les valeurs de l'OEP, s'inscrire dans la durée et répondre à la contrainte de pouvoir être traduit en autant de langues que de langues officielles de l'Union européenne. La proposition de Cristina Botez a donné le logo que tout le monde connaît et que nous n'avons pas l'intention de modifier.

Fin décembre 2006, l'association « Observatoire européen du plurilinguisme » était née.

Certains partenaires personnes morales se sont évanouis en chemin, de manière quasi naturelle, mais sont toujours présents l'APLV et la FDEI que préside François-Xavier d'Aligny, mais d'autres sont arrivés comme l'ADEAF, l'AIIC, l'ESIT et l'UPLEGESS.

Surtout, les membres qui composeront le Conseil d'administration lors de la création sont encore tous présents ou presque. Marina Dumitriu et Jacqueline Nonon nous ont malheureusement quittés l'une par la maladie, la seconde par l'âge, après avoir tant donné à l'OEP. D'autres ont rejoint le Conseil d'administration, par une démarche fondée sur un engagement à la fois ancien et durable.

Isabelle Mordellet-Roggenbuck entrée au CA en 2017 était intervenante dès les premières Assises à Paris en 2005. Olga Anokhina, entrée en CA en 2016 était à Berlin, à Rome et Bruxelles. Également, tous les membres du Comité scientifique sont toujours là et le nombre s'est agrandi à mesure des participations aux Assises.

### **Le modèle et ses fondamentaux**

Un modèle s'est rapidement installé avec trois fondamentaux :

- Les Assises
- Le site Internet
- La Lettre de l'OEP

Ces fondamentaux donneront quelques bourgeons.

D'abord les Assises ont continué de rythmer la vie de l'OEP en renouvelant tous les trois ans l'approche.

Toutefois compte tenu de ce délai de trois ans nous avons considéré qu'il convenait d'organiser dans l'intervalle au moins un colloque ou une manifestation intercalaire.

### **Un parfum d'aventure et quelques avis de tempête**

Une manière de hasard a voulu que l'année 2008 soit consacrée « année internationale des langues ».

Sur l'idée de Marina Dumitriu, nous nous sommes engouffrés dans cette opportunité. Elle en a pris en main l'organisation, avec Lidia Varga, amie et collègue dans le même laboratoire de linguistique de l'Université de Marne-la-Vallée, et a développé une collaboration avec la Représentation de la Roumanie auprès de l'Unesco. Cette journée que nous avons nommée « Les intellectuels et artistes pour le plurilinguisme et la diversité culturelle et linguistique » fut sans conteste l'une des plus belles manifestations que nous ayons organisées. Pourquoi s'adresser aux intellectuels et artistes ? Tout simplement parce que la création est toujours l'expression d'une singularité qui est elle-même porteuse de valeurs universelles. C'était notre idée et pour que les intellectuels et artistes puissent

s'exprimer, nous avons pensé à ouvrir un livre d'or sur Internet. Mais il fallait pouvoir toucher un maximum de personnes. Il n'y avait pas d'autre solution que de solliciter tous les carnets d'adresses possibles et imaginables et faire des recherches sur Internet. Wanda Mihuleac, que l'on retrouvera à Berlin, artiste renommée et amie de Marina nous a ainsi ouvert le carnet de son association Transignum. Une autre circonstance nous a été favorable. Je venais de lire un livre sur l'économie du cinéma qui m'avait fort intéressé d'une auteure diplômée de l'Institut d'études européennes de Paris VIII, et également auteure d'un mémoire sur l'exception culturelle. Son nom, Valérie Bonin. J'avais à peine refermé ce livre que je recevais un appel téléphonique d'une jeune personne s'intéressant à ce que faisait l'OEP et m'expliquant qu'elle avait besoin de travailler. Son nom, Valérie Bonin. Je lui ai alors parlé du projet Unesco qui était en cours et même en phase terminale et à quel point nous avions besoin d'un coup de main pour le livre d'or. Elle s'est alors lancée dans une recherche sur Internet de noms d'artistes et d'organismes et associations professionnelles et elle a envoyé plusieurs centaines de courriels. Le livre d'or est toujours en ligne sur le site de l'OEP, avec plus de 120 intellectuels et artistes, qui ont répondu à notre appel. On peut revivre ce moment inoubliable sur le site de l'OEP.

Les Assises de Berlin en 2009 verront la proclamation, en présence des représentants des institutions européennes, de la Charte européenne du plurilinguisme. À Berlin, comme nos ambitions étaient grandes, beaucoup de nos efforts n'ont pas été récompensés. Nous avions espéré une présence des gouvernements français et allemand, nous avions souhaité des représentations des mairies de Paris et de Berlin, sachant que ces villes étaient jumelées depuis 1987. Ces espoirs furent déçus, il en est resté le label Paris-Europe décerné par la Ville de Paris, avec un joli prix à la clé. L'ouverture institutionnelle a toutefois été remarquable, car ont été représentés la Commission européenne, le Parlement européen, le Comité des régions et le Comité économique et social européen. Ce



dernier avait été représenté par une vice-présidente, An Lenouail-Marlière, issue de la CGT, qui avait été la rapporteuse devant le Comité économique et social de l'avis du CESE sur la Communication de la Commission européenne relative à « un nouveau cadre stratégique pour le multilinguisme » en 2006. Et c'est à An Lenouail-Marlière que nous devons la traduction en 19 langues de la Charte européenne du plurilinguisme, car elle avait fait figurer notre Charte en annexe de l'avis à titre d'illustration de ce que pouvait produire la société civile de mieux en faveur du plurilinguisme.

Il faut dire que les Assises de Berlin ont été perturbées par un événement tout à fait imprévisible sur lequel nous n'avions aucune prise.

Notre partenaire principal était la Fondation Genshagen, fondation de droit allemand créée en 1993, à l'initiative de Brigitte Sauzay et de l'historien Rudolf von Thadden sous le nom d'« Institut de Berlin-Brandebourg pour la coopération franco-allemande en Europe ». Et c'est dans les locaux de la Fondation, bien que situés à l'extérieur de Berlin, que nous devions tenir les Assises. Toutefois, nous ignorions que la Fondation, qui était de droit allemand et était sous la tutelle du ministère fédéral des affaires étrangères, traversait une crise interne ou externe, dont nous n'avions pas la moindre idée. Cette crise conduisit au début de l'année 2009 au changement de l'équipe avec laquelle nous venions de passer une convention. Nous avons ainsi l'explication du fait que depuis plusieurs mois, nous n'avions plus de réponse de notre correspondante qui était censée nous représenter auprès des autorités allemandes et nouer des partenariats locaux. Nous espérions bien sûr que la nouvelle équipe, reprendrait les engagements de la précédente. Or, c'est tout l'inverse qui s'est produit et la nouvelle équipe a tout simplement dénoncé la convention, cela moins de deux mois avant la tenue des Assises.

C'est Babette Nieder, alors vice-présidente fondatrice de l'OEP, qui nous a alors tirés d'affaire en trouvant le Centre français de Berlin,

qui comme son nom ne l'indique pas, était un institut du gouvernement allemand. Parallèlement Kurt Gawlitta et Dietrich Voslamber, représentant l'association allemande Verein Deutsche Sprache (VDS), notre principal partenaire associatif, avec une forte contribution financière à la clé, se sont démenés pour trouver un lieu plus neutre que le Centre français. Malheureusement, aucune des solutions proposées n'offrait des conditions comparables au Centre français, qui disposait de larges espaces pour l'accueil, pour une exposition, pour les pauses-café, pour la restauration et pour l'installation de cabines d'interprétation dans la grande salle de cinéma.

La disparition de notre partenaire principal à Berlin a eu un effet radical sur toute l'équipe opérationnelle de l'OEP qui a dû s'investir au-delà de ce que nous pouvions imaginer. Cette équipe était composée de Marina Dumitriu, Jacqueline Nonon, Anne Bui, que Jacqueline Nonon m'avait fait connaître dès 2007, Claire Goyer, présidente de DLF-Bruxelles, Sandrine Nilly-Boussard, Jean-Loup Cuisiniez et Meike Brodersen, notre stagiaire allemande qui avait heureusement beaucoup anticipé à partir de Paris en qualité de chef de projet. Arrivés pour certains d'entre nous trois jours avant l'ouverture, nous avions beaucoup à faire, à commencer par imprimer le programme, à constituer les dossiers des participants, à préparer les badges, les listes de présence, installer l'exposition, disposer les affiches et le fléchage, accueillir l'entreprise qui livrait les cabines d'interprétation, reconnaître les lieux avec les deux artistes, etc. Tout devait aller vite à condition d'avoir des moyens de reproductions adéquats et une connexion Internet satisfaisante. Sans rentrer dans les détails, à l'heure H du jour J, tout était en place, mais le travail s'était terminé tard dans la nuit. Il y avait une sorte d'héroïsme et un climat d'improvisation que seule la détermination, l'intelligence et la bonne volonté de chacun ont permis de surmonter. Le résultat devait être et fut qu'aucun des

participants ne s'aperçut des difficultés inimaginables que nous venions de rencontrer.

Mais le temps perdu ne pouvait de toute façon être rattrapé. La mairie de Berlin, saisie beaucoup trop tard aura limité sa participation à la remise d'une documentation touristique sur Berlin pour insertion dans le dossier du participant. La Mairie de Paris était absente. Nous avons essayé de monter une opération entre les deux ministres des affaires européennes de France et d'Allemagne et étions allés jusqu'à rencontrer, Marina et moi, un membre du cabinet de Bruno Le Maire, mais aucun contact n'avait pu être établi du côté allemand.

Malgré tous nos déboires, les Assises de Berlin resteront de belles Assises avec des interventions d'une qualité remarquable. Nous y avons mis en pratique notre volonté d'associer dimension artistique et travail de réflexion et de proposition.

Nous avons bénéficié d'une représentation institutionnelle honorable, compte tenu du contexte.

Nous avons pu accueillir une exposition qui nous est venue de Wanda Mihuleac, artiste peintre, dessinatrice, graveuse, illustratrice et éditrice franco-roumaine.

Nous avons aussi accueilli deux chanteuses, l'une française vivant à Berlin, Corinne Douard, l'autre allemande vivant à Paris, Marén Berg, qui nous ont composé une belle soirée de concert multilingue. Les Assises, il faut le mentionner, nous ont valu la plus belle mais malheureusement la seule subvention que nous ayons reçue de la Commission européenne depuis l'origine.

Nous avons trois années devant nous pour préparer les 3<sup>es</sup> Assises, pour laisser les sujets mûrir et repartir sur une nouvelle thématique tout en gardant le même cadre général.

Mais c'est le moment de souligner que les années 2009 et 2010 ont été deux années charnières à plusieurs points de vue.

En parallèle aux Assises de Berlin, l'OEP a organisé une autre importante manifestation.

La participation de l'OEP au projet PIRSTEC (nous donnerons plus loin le sens de ces initiales) dans le cadre de l'ANR (Agence nationale de la recherche) mérite d'être contée.

Marina Dumitriu m'avait suggéré de m'abonner à la lettre d'information de Jean Grisel publiée dans le cadre de la Conférence des Présidents d'université sur toutes les activités de recherche. Cette lettre d'information dont la publication s'est arrêtée en juin 2019 était en effet une mine d'or. C'est ainsi que Marina attira mon attention sur le programme 2009 de l'ANR.

Nous parcourûmes le programme à toute vitesse. Inconvénient, la date limite de réponse était le 5 juin et nous étions le 3 novembre 2008. Nous étions donc forclos. *Toutefois il y avait dans l'appel à proposition de l'ANR un projet qui était lui-même un appel à proposition sous l'acronyme barbare de PIRSTEC qui voulait dire « Programme Interdisciplinaire de Réflexions sur les Sciences et Techniques Cognitives ».*

C'était, selon François Rastier, notre seule chance, ce qui impliquait d'introduire une bonne dose de sciences cognitives dans nos thématiques.

J'avais sérieusement travaillé les sciences cognitives dans le cadre de ma thèse de doctorat, et Marina conduisait des recherches dans son laboratoire sur un projet de dictionnaire électronique français-roumain. Quant à Astrid, elle était spécialiste d'allemand et de français médiéval, de sémiotique et de traductologie, donc nous n'étions pas complètement démunis, mais sans appui, nous n'avions aucune chance de nous introduire dans le projet ANR. Le 16 novembre je reprends contact avec François Rastier tout en préparant un premier jet de la note de deux pages qu'il fallait remettre à l'ANR avant le 24 novembre. Nous avons besoin d'un texte qui tienne la route et au moins d'un laboratoire pilote qui serait formellement le porteur du projet. Je lui signale aussi la présence dans le comité scientifique de PIRSTEC de Jean-Gabriel Ganascia, très connu dans le domaine des sciences cognitives, et qui

était intervenu à nos 1res Assises sur le sujet de *La langue du par@dis* pour démontrer que même dans les langages informatiques, le monolinguisme était aussi impossible que dans les langues naturelles. François Rastier par retour le 17 propose la collaboration du CRIM (Centre de recherche en informatique multilingue) qu'il dirige et qui répondrait conjointement avec l'OEP. Il propose également d'associer l'Institut des Sciences du Cerveau de Toulouse (ISCT). Il donne aussi son brouillon de texte à intégrer dans la proposition avec pour titre de notre atelier : *Le plurilinguisme, des substrats neuronaux aux pratiques sociales*. Il nous suggère enfin d'inviter Jean-Gabriel Ganascia à intervenir et entrer dans le comité scientifique de l'OEP, ce qu'il acceptera sans hésitation le 18 novembre, soutenant notre projet qu'il trouvait « ambitieux et réaliste ». Et le 19, François me transmet la manifestation d'intérêt de Barbara Köpke de l'Institut des Sciences du Cerveau de Toulouse qui ajoutera un texte pour enrichir notre proposition.

Bien sûr le 24 novembre, nous avons déposé notre projet, avec une petite anxiété. Suivit un long silence. Et le 14 janvier Astrid découvre en ligne le programme des ateliers PIRSTEC. Nous n'avions pas été prévenus, mais nous étions sur la liste, tout portait à croire que notre projet avait été retenu.

J'arrête ici le récit, car ensuite le projet s'est déroulé sans accroc. Notre atelier a pris la forme d'un colloque de trois jours, les 6, 7 et 8 octobre 2009, faisant office de « colloque intercalaire », avec des productions de très haute qualité. Le colloque final PIRSTEC s'est tenu les 22 et 23 octobre et nous avons remis notre rapport de 22 pages le 3 décembre destiné au rapport final de synthèse que l'équipe devait remettre à l'ANR.

Il est intéressant de constater qu'à plus de dix ans de distance, certains sujets autour de la traduction automatique évoqués à notre colloque du 25 novembre 2020 avaient déjà été traités au cours de notre atelier PIRSTEC, notamment par Jean-Gabriel Ganascia.

On peut regretter avec le recul que nous n'ayons pas publié les communications. Il n'est jamais trop tard. Maintenant que l'OEP s'est fait éditeur avec la collection *Plurilinguisme*, la chose peut très facilement s'envisager.

Par ailleurs c'est en 2010 qu'a commencé une coopération avec une organisation italienne, LEM-Italia, qui s'est révélée durable et fructueuse, car elle est encore très vivante aujourd'hui, comme on le verra plus loin au sujet de nos partenariats africains.

Le 16 octobre 2010, je recevais un courriel de Giovanni Agresti, alors maître de conférences à l'université de Teramo et président de LEM-Italia, me demandant de publier sur le site de l'OEP l'appel à communication des Cinquièmes Journées des Droits Linguistiques sur le thème "Professions, opérateurs et acteurs de la diversité linguistique". Il proposait également à l'OEP de rejoindre le réseau des Journées des Droits Linguistiques. Marina, qui connaissait deux personnes dans le comité scientifique des JDL se chargea de répondre à Giovanni Agresti, en signant comme Secrétaire Générale de l'OEP, et comme Commissaire des 3es Assises européennes du plurilinguisme, et avec copie à Silvia Minardi, présidente de l'association italienne LEND, l'équivalent de l'APLV en France.

### **Le temps de la structuration**

Ces deux années 2009 et 2010 ont été aussi l'occasion d'un nécessaire effort de structuration de l'OEP.

Dans une première période, que l'on peut qualifier de définition de projets, l'habitude avait été prise de se réunir quasiment tous les mois sous forme d'un comité d'initiative, incluant, outre les membres du Conseil d'administration et du Comité scientifique, des partenaires ou potentiels partenaires. C'était une sorte d'« Assemblée Constituante » pour l'OEP où dans une première période beaucoup de temps et d'énergie ont été consacrés à des tâches fondatrices dans lesquelles certains du comité ont joué des rôles moteurs comme François-Xavier d'Aligny, notamment pour le

choix du nom et la rédaction des statuts, Astrid Guillaume, notamment pour le choix du logo, François Rastier, notamment pour la Charte européenne du plurilinguisme, mais l'implication de tous était totale.

C'était aussi une période de grande créativité pour imaginer des actions, et dans ce domaine Marina Dumitriu était particulièrement imaginative.

Cette formule présentait beaucoup d'avantages, mais avait quelques inconvénients, qui sont devenus sensibles au bout de quelques années. Notamment, elle nous conduisait à évoquer des questions concernant la vie interne de l'OEP et de mêler réflexions et organisation pour des actions à venir, et décisions à prendre que seule une instance légitime, à savoir le Conseil d'administration ou l'Assemblée générale, pouvait raisonnablement prendre.

Comme avec le temps, la créativité du comité d'initiative s'affaiblissait, il devenait urgent et, aussi bien Astrid que Marina et Jacqueline Nonon m'y poussaient fortement, de reconfigurer nos processus internes.

C'est à partir de 2009 que le Conseil d'administration a commencé à se réunir en formation de Conseil d'administration au rythme de deux à trois réunions par an et avec des échanges entre chaque réunion en fonction des besoins. C'est aussi à partir de 2009, que nous avons des assemblées générales fonctionnelles en ligne en utilisant en parallèle la messagerie classique et la formule du forum, qui, il faut le dire, n'a jamais bien fonctionné.

De la même manière, sous l'impulsion de François Rastier et d'Astrid Guillaume, puis de Christos Clairis qui a remplacé Astrid dans ce rôle, Astrid devenant vice-présidente d'honneur, nous avons essayé de donner une vie collective au comité scientifique auquel nous intégrions de nouveaux membres au hasard des Assises et colloques que nous organisons ou auxquels nous participions. Compte tenu des engagements toujours très prenants des uns et des autres, et aussi des distances qui nous séparent, et faute d'une tâche précise,

il est difficile de produire une sorte d'être collectif, comme c'est le cas de notre conseil d'administration. Il faut savoir aussi qu'une bonne partie des membres du conseil d'administration sont également membres du comité scientifique. En outre chaque tâche requérant le concours du comité scientifique ne nécessite pas de faire appel à plus de deux ou trois personnes. Enfin, le comité scientifique ne produit pas de dictionnaire, il n'élabore aucune recommandation, il ne délivre pas de prix. Mais on peut témoigner qu'il existe néanmoins. La preuve en est que, quand en 2016 nous avons demandé à tous les membres de nous confirmer leur engagement au sein du comité, tout le monde quasiment a répondu positivement. Il est principalement une ressource dans laquelle le Conseil d'administration peut puiser en fonction des besoins. Les colloques intercalaires sont toujours organisés sous couvert du comité scientifique et les publications de notre collection *plurilinguisme* contiennent toujours la liste du Conseil d'administration et du Comité scientifique de l'OEP. Mais on peut faire mieux. C'est clair.

Parmi les réalisations importantes de ces années 2009 et 2010, années charnière, il y a aussi la construction du site de l'OEP dans la forme qu'il a pris aujourd'hui.

### **Le site Internet**

Le premier site Internet de l'OEP était une page web qui avait été créée pour les premières Assises avec des moyens rudimentaires. L'outil utilisé était le logiciel de Microsoft de l'époque, Frontpage. Le changement d'outil s'est opéré dès 2008, au profit de ce que l'on appelle un gestionnaire de contenu (en anglais Content Management System) qui facilite la création, l'édition, l'organisation et la publication de contenus. En 2008, j'ai repéré dans un salon informatique un tout nouveau logiciel qui venait de sortir, déjà réputé pour sa simplicité et sa souplesse, Mambo, qui deviendra deux ans plus tard Joomla. Avec un nom pareil (en Swahili, *joomla*



veut dire *tous ensemble*) Mambo ne pouvait qu'être *libre* ou du *domaine public* donc gratuit, tous les coûts étant reportés sur les développements. L'ensemble du site devait être repensé. Il fallait définir notre besoin, rechercher et sélectionner un prestataire, pas trop cher bien sûr mais inspirant confiance, définir quelle serait l'organisation générale des données, imaginer la présentation de la page d'accueil, discuter les propositions du prestataire et se mettre d'accord sur une maquette, puis passer à la mise en œuvre. Nous n'avions pas les moyens de payer la réalisation. Astrid et moi avons consacré beaucoup de notre temps en 2009 et 2010 à la conduite de ce projet dans sa phase de conception. Quant à la réalisation, c'est-à-dire la mise en place initiale, mais surtout la publication, la gestion du site au quotidien devenant rapidement chronophage, je me suis tourné vers Valérie Bonin qui attendait que je lui confie de nouvelles missions. Nous nous sommes réparti le travail, sans frontière très rigoureuse, à elle la veille internationale, avec les cinq langues qu'elle était capable de traiter (anglais, allemand, italien, espagnol, néerlandais), les appels à communication et avis de colloques, à moi tout le reste et surtout la scène nationale. Nous n'avons pas négligé la dimension artistique dans la définition du graphisme et pour ce faire nous avons fait appel à une artiste qui avait participé à notre manifestation à l'Unesco en 2008, Danielle Rivier, et ce graphisme a été ensuite étendu à la Lettre de l'OEP.

Le site Internet a aujourd'hui dépassé les 15 000 articles, et il a dû suivre à la fois la diversification de nos actions, mais aussi l'évolution des techniques de communication.

Deux sites annexes ont ainsi vu le jour. L'un sur la question des emprunts à la langue anglaise sous la forme d'un « nouveau dictionnaire des anglicismes et des néologismes », initié par le professeur ukrainien Alexandre Klimenko. L'autre pour constituer un « annuaire des chercheurs sur le plurilinguisme et la diversité linguistique et culturelle », piloté par Christos Clairis et Isabelle Mordellet-Roggenbuck. Un autre développement est en projet pour

promouvoir la traduction automatique pour la publication des résultats de la recherche scientifique.

Par ailleurs le site de l'OEP ne pouvait méconnaître les réseaux sociaux. Il a fallu en saisir la logique et comprendre qu'entre le site et les réseaux sociaux il ne devait pas y avoir concurrence mais synergie. C'est ainsi que fonctionnent aujourd'hui les pages de l'OEP sur Facebook et Twitter mises en place par Valérie et étendues aujourd'hui à LinkedIn. Les meilleurs articles du site font l'objet d'annonces coordonnées sur les trois réseaux sociaux et contribuent à développer l'audience du site et les adhésions à l'OEP.

### **Rome, le drame et la tourmente**

Donc ces années charnières 2009 et 2010 devaient nous conduire rapidement aux Assises de Rome prévues en octobre 2012 dont le thème arrêté était « Langues sans frontières : le plurilinguisme », thème qui se révélera très fécond.

Les Assises de Berlin avaient été une grande aventure secouée par des rebondissements qui ont provoqué beaucoup d'angoisse et de travail, mais finalement, ont produit une manifestation dont les objectifs notamment en termes politiques et de communication avaient été loin d'être atteints, mais une manifestation de bonne tenue.

Rome devait, nous l'espérons, permettre de corriger tout ce qui n'avait pas marché à Berlin.

Marina Dumitriu avait joué un rôle prépondérant dans la préparation des Assises de Berlin. C'est elle aussi qui allait assumer le principal de la préparation des 3<sup>es</sup> Assises. Sa disparition brutale le 13 novembre 2011 nous a plongés dans une tristesse immense, qui ne nous a jamais quittés et est ravivée chaque fois que son souvenir ressurgit, ce qui arrive quotidiennement, tant son empreinte sur l'OEP a été forte.

Pour les Assises de Rome, l'effet fut dévastateur. Nous avions un partenaire principal, l'association LEND (Lingua e Nuova Didattica), qui s'était organisée pour ce partenariat avec 5 correspondantes, outre Silvia Minardi, sa présidente, Edvige Costanzo, Nella Panzarasa, Fioretta Castelli et Maria Carla Griselli. Mais tous les contacts en Italie avaient été préparés, planifiés et anticipés par Marina Dumitriu. Celle-ci disparue, une partie importante de la mémoire de ce travail, basé sur beaucoup de relations personnelles, s'est évaporée, créant un sentiment de solitude extrême. Il a fallu retisser les liens les plus importants, avec des effets de calendrier difficile à contrôler. De nombreux partenariats se sont perdus dans la nature ou n'ont pas pu être réamorçés correctement. Particulièrement, le Goethe Institut nous a reproché de l'avoir associé trop tard et de le mettre devant le fait accompli, avec un programme quasiment bouclé. L'Institut roumain de Rome a fait corps avec le Goethe. L'Institut français a pris discrètement ses distances. La subvention espérée de la Commission européenne, comme en 2009 pour Berlin, n'a pas été accordée. La délégation locale de la Commission européenne connaissait en son sein des problèmes de vacances de personnels et ne répondait pas à nos sollicitations. Finalement, les locaux que la délégation s'était engagée à mettre à notre disposition se sont avérés peu adaptés car il n'y avait qu'une seule salle et celle-ci ne pouvait pas accueillir une cabine d'interprétation. LEND, commençait à se trouver insuffisamment associé. LEND malgré ses efforts n'a pas pu trouver d'autres locaux à proximité de la délégation de la Commission européenne. Laura Massarelli était parvenue à nous obtenir le parrainage de la province de Rome, mais la promesse d'une seconde salle par la province n'a pu être concrétisée. Jusqu'à ce qu'à l'issue d'une réunion houleuse avec les instituts culturels, présidée par le représentant de la délégation, et à la nouvelle que la subvention demandée à la Commission européenne n'était pas accordée, la délégation fasse savoir qu'elle se retirait du projet. Finalement, c'est

le professeur Giuseppe Castorina que connaissait bien Silvia Minardi, qui nous a proposé de nous accueillir à l'Université La Sapienza. Tout était à reconstruire à 4 mois de la date des Assises. Nous étions en juin et il fallait passer les deux mois d'été.

Malgré cette accumulation de déconvenues, les Assises ont pu se tenir. On le doit essentiellement à l'efficacité, la compétence et le dévouement incroyables et dans des conditions extrêmes de Laura Massarelli, Morena Campani, Sandrine Nilly-Boussard et Anne Bui.

C'est grâce à Laura Massarelli, elle-même interprète de conférence, que des membres de l'antenne locale de l'AIIC (CRIC - Consorzio Romano Interpreti di Conferenza a.i.i.c. ) et de l'école Luspio se sont mobilisés bénévolement pour compenser notre incapacité financière à faire face aux dépenses d'interprétation. À Berlin, trois ans plus tôt, grâce à la belle subvention de la Commission européenne, nous n'avions pas eu ce problème. Là, ce sont de jeunes interprètes, qui n'étaient pas tous membres de l'AIIC mais qui étaient tous sortis l'école Luspio, qui ont assumé toute l'interprétation. L'école Luspio méritait bien de faire son entrée, même tardive, comme partenaires de l'OEP et des Assises.

Les locaux de l'Université La Sapienza ne permettaient que l'installation d'une seule cabine et nous avons dû privilégier la traduction du français et de l'anglais vers l'italien et de l'italien vers le français ; ayant fait la supposition, fondée sur notre connaissance des profils linguistiques de tous les participants, que la grande majorité des participants était capable de comprendre les interventions en anglais. Enfin, pour l'allemand, Laura a pu organiser avec les jeunes une interprétation « chuchotée », ce qui sans jeu de mots, voulait dire que nos participants allemands, peu nombreux étaient aussi « choyés » qu'il était possible de le faire dans ces circonstances.

Et c'est encore Laura qui organisa le dîner festif du vendredi 12 octobre 2012.

Mais pour sauver les Assises, il fallait plus d'un miracle.

Situation extraordinaire, en arrivant l'avant-veille, nous avons découvert que nous ne disposions pas des deux amphithéâtres prévus, mais seulement d'un. Il fallait trouver des locaux en dehors de l'université. En 48 heures, Morena Campani, que j'avais connue en 2008 lors de notre journée « Les intellectuels et artistes pour le plurilinguisme et la diversité linguistique et culturelle » dont il a déjà été question, nous trouva une solution en lien avec l'association veDrò, un think tank ou laboratoire d'idées romain, présentant de nombreuses affinités avec l'OEP, et qui mit à notre disposition pour un prix d'ami la salle de conférences du Tritone qu'elle gérait. Seul petit défaut. C'était à trois stations de métro de la Sapienza. Néanmoins nous étions sauvés.

Et les Assises se sont déroulées finalement comme si les ennuis que nous venions de connaître n'avaient pas existé. Qu'on en juge : Accueil par le Recteur de l'Université, représentation du Parlement européen par un collaborateur de la directrice générale de l'interprétation, Olga Cosmidou, allocution en ouverture par président d'honneur de l'Accademia della Crusca, Francesco Sabatini et conclusions par Tullio de Mauro, l'éminent linguiste, traducteur et commentateur de Saussure.

Petite anecdote. Dans la nuit précédant l'ouverture le 10 octobre, je me rends compte que je devais m'exprimer et dire quelques mots si possible en italien. Depuis un an j'essayais de me former à l'italien à mes moments perdus, n'ayant pas appris l'italien au lycée, et n'ayant de cette belle langue que ce que j'en avais acquis au cours de mes vacances d'adolescent. Sur le coup de 4 heures du matin, j'envoie par courriel mon texte à Laura, espérant qu'elle aurait le temps de le voir et de me corriger avant de se rendre à la Sapienza. L'ouverture étant à 9 heures, il y avait cependant peu de chance que mon espoir se réalise. C'est donc sans filet que je prononçai les quelques lignes écrites en italien. L'émotion était à son comble, d'autant que mon

propos était de rendre un hommage à *Marina*, qui avait tant pris à coeur la préparation de ces Assises.

Mais revenons à l'organisation. Conformément à notre volonté de principe, nous essayions de marier les Assises avec la dimension artistique. Cette dimension est déjà présente dans notre communication, puisque les affiches et tous les supports de communication de Rome, Bruxelles et Bucarest ont été travaillés à partir de fonds préparés par Pierre Zanzucchi, artiste peintre. Cette dimension était bien présente à Berlin avec un spectacle musical avec Marén Berg et Corinne Douard, et une exposition de Wanda Mihuleac. Nous avons réitéré cette volonté à Rome par une exposition d'arts plastiques à l'initiative de Sandrine Boussard et Pierre Zanzucchi, à ce détail près qu'en arrivant à la Sapienza, nous avons constaté que l'espace qui nous était destiné ne répondait pas aux normes de sécurité. Il a alors fallu trouver un autre espace, se reconverter une fois de plus, en une demi-journée, ce qui fut fait avec l'aide d'un collaborateur du professeur Giuseppe Castorina qui nous a guidés dans les services de l'université qui seuls pouvaient apporter une solution. Le concours, la conférence de presse et le cocktail ont finalement pu avoir lieu comme prévu. C'est le moment de souligner l'extrême gentillesse de tous ces Italiens que nous avons rencontrés et qui nous ont aidés mais qui nous ont autant inquiétés qu'étonnés par leur génie de l'improvisation.

Compte tenu de ces divers rebondissements, on comprend aisément qu'il fallait quand même une organisation logistique assez robuste et de ce point de vue Anne Bui et Sandrine Boussard se sont montrées des organisatrices redoutables, car il est évident que personnellement, j'étais hors-jeu.

L'histoire s'est quand même bien terminée. Avec 149 participants de 25 nationalités et 81 communications, il est difficile de parler d'échec. Mais nous conservons le sentiment d'avoir dû conduire à

200 à l'heure sur une route de montagne avec précipice sur la gauche et sur la droite et la tempête de neige devant nous.

### **Bruxelles, à nouveau la tourmente**

Les Assises de Bruxelles en 2016 prendront pour thème « Plurilinguisme et créativité » que nous devons décliner, selon notre protocole maintenant bien établi, dans les quatre registres politique, éducatif, culturel et économique et social.

Nous espérions ne pas connaître les mêmes affres qu'à Berlin et Rome. L'histoire certes ne se répète jamais. Pourtant les années précédant les Assises programmées les 18 et 19 mai 2016 devaient nous apporter leur lot d'événements tragiques qui ont failli faire échouer le projet.

Notre partenaire naturel à Bruxelles était l'association DLF-Bruxelles-Europe, section bruxelloise de DLF en France, que dirigeait Claire Goyer avec beaucoup de réussite. Claire Goyer était devenue membre de l'OEP puis était entrée au Conseil d'administration en 2012. Elle avait un pied-à-terre à 300 mètres de chez moi dans le 15<sup>e</sup> arrondissement à Paris et elle m'hébergeait dans son appartement à Bruxelles à chacun de mes déplacements. On pouvait donc se voir fréquemment. Le courant passait bien et l'on pouvait réfléchir et travailler en tout cas avec plaisir et efficacité, je pense.

Dans la soirée du 25 décembre 2013, je reçois un appel de Roger, son mari, et au son de sa voix, je comprends qu'il se passait quelque chose de grave. Claire venait de décéder brutalement dans son appartement parisien. C'était la peine et la stupéfaction. Quinze jours avant, j'étais à Bruxelles et rien ne permettait d'imaginer une telle fin. Je l'avais quittée pour me rendre à la gare du Midi, tandis qu'elle prenait la direction de son cours de gymnastique. Son dernier courriel datait du 15 décembre, juste avant qu'elle ne parte pour une semaine à Dubaï. Nous perdions une amie qui par une action de

relations publiques efficace et persévérante avait tissé un réseau bruxellois important et avait acquis une audience que l'on pouvait mesurer à ses dîners débats qu'elle organisait dans un restaurant de la Commission européenne plusieurs fois par an et qui réunissait parfois plus de 120 personnes.

C'est par Claire Goyer que j'ai été en contact à Bruxelles avec Pouria Amirshahi, député socialiste des Français de l'étranger, qu'elle avait invité à un débat organisé par DLF-Bruxelles-Europe à la Représentation permanente de la France auprès de l'UE le 25 mars 2013. Le projet de loi de la recherche et l'enseignement supérieur porté par Geneviève Fioraso commençait son périple avec l'article 2 qui devait assouplir la loi « Toubon » et devait permettre le développement de formations tout en anglais. La lutte avant le vote final du 22 juillet 2013 a été intense et Pouria Amirshahi a fait le siège de la ministre Geneviève Fioraso et de son cabinet à tous les stades de la procédure parlementaire et il avait lui-même réussi à réunir 40 députés socialistes contre l'article 2. Pendant cette période nous n'avons cessé d'alimenter Pouria Amirshahi en réflexions, arguments et propositions. Étions particulièrement impliqués dans cette action au niveau de l'OEP, Astrid Guillaume, Pierre Frath, Claire et moi-même.

C'est dire l'importance de la collaboration qui s'était installée entre DLF-Bruxelles-Europe et l'OEP.

Évidemment, la disparition de Claire Goyer a créé un vide que nous avons mis près deux ans à combler avec une nouvelle association née d'une scission de DLF-Bruxelles-Europe, GEM+ (pour une Gouvernance Européenne Multilingue) et qui est maintenant un partenaire régulier de l'OEP.

Dans la même période, la France entière avait été secouée par les attentats de Charlie hebdo et du Bataclan dont la conséquence a été la fermeture à toute manifestation extérieure des locaux du Parlement européen auquel nous avons demandé de nous



accueillir. La réponse négative nous est arrivée fort tard, de même que la réponse positive du Comité économique et social européen. Mais c'était une réponse de principe assortie de réserves et de restrictions qu'il a fallu gérer. Les efforts déployés par l'équipe de GEM+ et particulièrement par sa présidente Françoise Tauzer-Sabatelli, mais aussi la secrétaire générale Brigitte Tout et la trésorière Michèle Godaux, ont permis de rattraper en partie le retard pris dans la recherche de partenaires locaux et dans les contacts avec la presse.

On a réuni moins de monde à Bruxelles qu'à Berlin et Rome, ce qui s'explique par le fait que nous n'avons pu bénéficier du capital relationnel que DLF-Bruxelles-Europe aurait pu nous apporter, et d'une manière certaine par les contraintes de sécurité et le climat qu'avaient installés les attentats. Au regard de ce contexte très défavorable, on doit plutôt considérer que les Assises de Bruxelles ont été une réussite. La couverture de presse a été certes limitée, ce qui, vu le nombre d'événements que la presse doit couvrir dans cette capitale européenne, n'est pas anormal, mais le compte rendu qu'en a fait Euractiv, qui avait répondu à notre invitation, a été à la fois substantiel et élogieux.

Une partie des contributions de même qu'une partie de celles faites à Rome ont été publiées dans *Plurilinguisme, économie, entreprises et société*, coordonné par moi-même et préfacé par Claude Truchot en 2018 et dans *Plurilinguisme, politique et citoyenneté* coordonné par José Carlos Herreras en 2020 dans notre collection *Plurilinguisme*. Il reste à publier les contributions de l'axe culturel.

### **Bucarest, une normalisation des Assises**

Les dernières Assises à Bucarest en mai 2019 auront été dédiées à la présence du « plurilinguisme dans le développement durable », manière de signifier que tous les aspects du développement durable ont une dimension linguistique.

L'équipe locale était composée de Corina Lascu et Antoanetta Lorentz, professeures à l'Académie d'Études Économiques de Bucarest, qui avaient participé aux Assises de Berlin et que nous connaissions bien. L'OEP avait été invité au colloque qu'avait organisé l'AEEB et l'Association Européenne de Terminologie les 3 et 4 novembre 2011 et l'équipe de l'AEEB devait intervenir à Rome l'année suivante.

Nous avons bénéficié d'une bonne mobilisation de la hiérarchie de l'Université, particulièrement le professeur Dorel Mihai Paraschiv, vice-recteur chargé des relations avec le monde économique et social et de la vie étudiante, et le professeur Marius Proftiroiu, vice-recteur chargé des relations internationales, et sur le plan symbolique du haut patronage du Prince Radu, qui s'est déplacé en personne pour une communication en français de plus de trente minutes et de grande qualité dans le cadre magnifique du grand amphithéâtre. L'organisation a été très professionnelle et la couverture de presse a été la meilleure que nous ayons obtenue depuis l'origine des Assises.

Enfin, puisqu'il faut se projeter dans l'avenir, les prochaines Assises prévues en 2022 en Espagne à Cadix, porteront sur « les enjeux du plurilinguisme : entre diversité et universalité ».

Donc chaque Assises nous fait comprendre un peu mieux les différentes dimensions du plurilinguisme et la richesse d'un domaine qui transcende toutes les disciplines académiques.

Mais l'intervalle de trois ans séparant chaque événement des Assises impliquait l'organisation de manifestations intercalaires et aussi la participation de l'OEP à de nombreux colloques.

Nous avons parlé de PIRSTEC, mais d'autres manifestations doivent être citées.

D'abord deux journées d'études en novembre 2013 sur « plurilinguisme et créativité » ont constitué nos colloques intercalaires entre les Assises de Rome et celles de Bruxelles. La

première, organisée par Olga Anokhina, aujourd'hui membre du Conseil d'administration, Samia Kassab de l'université de Tunis et membre du comité scientifique et François Rastier à l'INALCO sur la créativité littéraire, et la seconde sur la créativité scientifique, organisé par Pierre Frath et José Carlos Herreras à Paris VII. À signaler que ces deux journées d'études ont donné lieu à deux publications tout à fait remarquables.

Il s'agit d'abord de *Écrire en langues* (O. Anokhina, F. Rastier) publié en juillet 2015 qui fait suite à *Multilinguisme et créativité littéraire* (dir. Olga Anokhina) publié en 2012.

Et pour la seconde journée d'études l'OEP a publié en 2016 *Plurilinguisme et créativité scientifique*, second ouvrage, coordonné par Pierre Frath et José Carlos Herreras, de notre toute nouvelle collection *Plurilinguisme*.

Au titre des colloques importants dans lesquels l'OEP est intervenu, nous devons citer,

2011 : Expolangues 2011, 2 au 5 février, « La langue arabe à l'honneur », porte de Versailles (Sandrine Nilly) ; Journée des droits linguistiques (JDL), 19 au 21 mai 2011, "Professions, opérateurs et acteurs de la diversité linguistique" ; Saint Jacques de Compostelle 1<sup>er</sup> juillet (transmis par Astrid Guillaume), XXV<sup>èmes</sup> Journées Pédagogiques de l'APFG (association des professeurs de français de Galice), « Plurilinguisme, le souf-FLE européen dans nos écoles ! », intervention Sandrine Nilly-Boussard, conclusion par Christian Tremblay ; Séminaire LEND 28 au 30 octobre, Turin, « Lingue per un cuore europeo », Silvia Minardi ; Macerata, 5 au 6 décembre (transmis par Astrid Guillaume), « Imaginaire et idéologie du plurilinguisme littéraire et numérique », organisé par Alfons Knauth (université de Bochum) et Hans-Georg Grüning (université de Lettres de Macerata), publication LIT ; EAT, Bucarest 3 au 5 novembre, « la formation en terminologie », EAT et AEEB, Corina Lascu ;

2012 : Expolangues 1er au 4 février, « Francophonie et diversité », OEP : Sandrine Nilly ; JDL, Zagreb, Strasbourg, Durham (Astrid)

2013 : Expolangues 7 au 9 février, « Le numérique au service des langues », OEP : Sandrine Nilly ; débat Population & Avenir 3 juin, mairie du 7<sup>e</sup> arrdt de Paris, « Démographie, une chance pour la francophonie ? »

2014 : Expolangues 5 au 8 février, « les langues du monde et le monde des langues », stand DGLFLF, OEP : Luisa Penalba, Évelyne d'Auzac, Anne Bui

2015 : Expolangues 5 au 8 février, stand DGLFLF ; Congrès mondial sur les droits linguistiques, 19 au 23 mai, Teramo, Académie internationale des droits linguistique (pres. Joseph Turi) et LEM-Italia ; 43<sup>e</sup> congrès de l'UPLEGESS du 27 au 29 mai 2015 à Strasbourg, conclusion Ch. Tremblay ; colloque « Les approches plurielles dans l'éducation aux langues : l'IC, une voix/voie du *plurilinguisme, en présence et en ligne* », à Iași les 11-12 et 13 juin, partenariat avec l'Université Al.I.Cuza de Iași, MIRIADI, APICAD, CELV Graz ;

2016 : JDL 2016, 14 au 16 décembre, Teramo, « Évaluer les politiques linguistiques. Quels objectifs, critères, indicateurs ? », l'OEP partenaire et membre du comité scientifique ; ...

2017 : Table ronde UPLEGESS 19 janvier « Pourquoi et comment enseigner les langues demain ? », avec la participation de Michel Blanquer ; débat Population&Avenir 9, novembre, Mairie du 7<sup>e</sup> arrondissement à Paris, « Avenir de la *francophonie, quels scénarios ?* » ; Forum de Genève, 12 décembre, « *Diversité linguistique, progrès scientifique, développement durable* » ;

### **La Lettre de l'OEP**

Le troisième pilier de l'OEP est sa Lettre d'information.

86 numéros ont été édités en 15 ans, ce qui fait plus de cinq numéros par an.

La longueur des éditoriaux a atteint un régime de croisière de 3 à 4 pages, ce qui en fait plus qu'un éditorial classique et moins qu'un article scientifique. Ces éditoriaux restent des articles politiques mais en s'appuyant toujours sur des sources vérifiées et sur une argumentation qui permet la discussion et invite à la réflexion.

L'OEP plaide pour une recherche engagée sans être partisane. Il existe de grands scientifiques qui ne se sont jamais réfugiés dans un abstentionnisme de façade et qui est en réalité une pure concession à un statu quo parfois insoutenable.

La Lettre se nourrit d'abonnements véritables et d'abonnements sollicités au fil des échanges de courriels et des colloques. Bon an mal an, nous avons dépassé les 20 000 envois par numéro et la progression est continue, malgré quelques désabonnements dont le nombre est quatre fois moindre que celui de nouveaux abonnements.

Depuis 2019, nous avons décidé de rendre la Lettre payante à un prix très modeste de 5 euros et de la même manière, certaines pages du site sont passées en accès limité aux abonnés. Il s'agit des accès aux Lettres, archivées dans leur intégralité, et aux éditoriaux.

### **L'OEP éditeur**

Aux trois fondamentaux de l'OEP, il convient aujourd'hui d'ajouter une nouvelle initiative qui en est aux premiers balbutiements mais qui peut s'avérer prometteuse. Il s'agit de l'activité éditoriale autour de la collection *Plurilinguisme*, inspirée à l'origine par Astrid Guillaume et François Rastier. Cette collection, que supervise Christos Clairis, a été principalement alimentée au départ par les communications produites à l'occasion des Assises et des colloques organisés par ou avec l'OEP. Mais une nouvelle source est apparue en 2017 à travers des partenariats, notamment avec l'Afrique.

En 2018, suite à une rencontre avec Koffi Agbefle lors des Journées des droits linguistiques de 2017, organisées à l'université de Teramo par l'association LEM-Italia (section italienne de « Langues d'Europe et de la Méditerranée ») animée par Giovanni Agresti, l'OEP a participé au deuxième colloque Della (Didactique des langues et littératures en Afrique) et s'est engagé à publier les actes du premier colloque Della de 2017, puis ceux de 2018 et 2019. L'année suivante, j'ai invité Pierre Frath à m'accompagner, certain que pour l'OEP, l'Afrique était un continent à découvrir. Dans la suite de ces colloques est née l'ACAREF (Académie Africaine de Recherche et d'Études Francophones), dont l'OEP est maintenant un partenaire durable. Parmi les participants de ces colloques, certains ont eux-mêmes organisé des colloques en Afrique et en France sur les questions linguistiques en Afrique et ont recherché des partenariats avec l'OEP, partenariats qui se sont matérialisés notamment par de nouvelles publications dans la collection *Plurilinguisme*.

C'est ainsi qu'est né un partenariat fort avec des chercheurs africains.

Très sincèrement, alors que notre axe principal est l'Europe, et le nom de l'OEP en fait foi, nous avons découvert l'importance de l'Afrique.

L'Afrique est importante pour l'OEP pour trois raisons fondamentales.

D'abord, l'Afrique est un continent plein d'avenir et tout particulièrement l'Afrique francophone.

Peu de gens en ont conscience, et si nous faisons un sondage en France, le résultat risquerait d'être instructif.

Ensuite, du point de vue linguistique, l'Afrique est un champ d'observation et de réalisation exceptionnel. Si l'on n'y prend garde, beaucoup de langues africaines, locales, nationales, et parfois inter ou transnationales pourraient rapidement disparaître sous la pression non seulement du français ou de l'anglais, mais aussi

d'autres langues africaines. L'Europe et notamment la France ont une grande expérience en matière de disparition de langues régionales. Cette expérience pourrait aujourd'hui nous inspirer pour éviter la reproduction d'un processus qui est d'abord invisible et qui quand il devient visible est devenu presque irréversible.

Enfin, là où le français s'est enraciné, il subit, comme l'anglais dans d'autres contrées, des transformations dont on peut suivre la trace jusque dans certains quartiers de Paris.

Donc, s'intéresser à l'Afrique est à la fois une source d'inspiration et une impérieuse nécessité pour les politiques linguistiques africaines.

C'est le moment de dresser un petit historique de partenariats qui font partie de l'ADN de l'OEP. L'OEP est né grâce à des partenariats et a poursuivi son existence en se nourrissant de partenariats. Ceux-ci font partie de sa dynamique.

### **Les partenariats fondateurs**

Nous avons évoqué les partenariats natifs, en particulier l'APLV, et la FDEI, partenaires fondateurs toujours présents au Conseil d'administration de l'OEP. L'APLV a été représentée tout de suite par Astrid Guillaume, qui en tant que vice-présidente a été 10 années durant, une collaboratrice infatigable, qui en qualité de vice-présidente s'est attachée à la mise en place du pôle recherche de l'OEP. Ce pôle s'est traduit par une alimentation régulière du site par des appels à communication des annonces de publications. Elle a noué de nombreux partenariats universitaires sur lesquels nous reviendrons, elle a contribué régulièrement à l'élaboration de la Lettre et c'est avec elle qu'a été conçu le nouveau site de l'OEP. Ces quelques éléments en disent peu en réalité sur l'intensité de sa collaboration. À trois, Marina Dumitriu, Astrid Guillaume et moi-même, nous avons constitué le noyau organisationnel et opérationnel de l'OEP qui nécessitait plusieurs contacts quotidiens et une réactivité quasi immédiate. Après ces dix années d'une

intense collaboration, il était normal qu'Astrid Guillaume veuille se consacrer à d'autres missions professionnelles et associatives, mais il était également normal que l'OEP reconnaisse l'importance du travail accompli en la désignant vice-présidente d'honneur, vice-présidence qu'elle assume totalement.

Autre représentant éminent de l'APLV, Jean-Marc Delagneau, ancien président de l'APLV a rejoint le Conseil d'administration en 2017.

La FDEI a toujours occupé une place importante à travers François-Xavier d'Aligny, vice-président de l'OEP, et Luisa Polto, trésorière de l'OEP pendant dix ans.

Sur le site de l'OEP nous avons créé une rubrique « Les acteurs du plurilinguisme » où se trouvent répertoriés toutes les associations, tous les établissements, voire les administrations avec lesquels ont été établies des relations, qui vont de la simple citation réciproque, à des relations stables et consistantes.

### **Les partenariats institutionnels**

Nous devons poursuivre notre revue des partenariats par les partenariats institutionnels.

À cet égard il faut d'abord mentionner la DGLFLF qui a accompagné l'OEP dès les premiers jours. Xavier North nous a rappelé que l'OEP avait été sa première sortie officielle en tant que délégué général à la langue française et aux langues de France. Ensuite, le soutien de la DGLFLF ne s'est jamais démenti et sans ce soutien, le site de l'OEP ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui, car nous avons besoin d'une personne, même à temps partiel, en l'occurrence Valérie Bonin, spécialement recrutée en 2008, après notre manifestation à l'Unesco, pour s'occuper de la maintenance quotidienne du site. La relation avec la DGLFLF n'a évidemment pas été que financière. La collaboration a été également intellectuelle et régulière. La DGLFLF est présente dans toutes les grandes occasions.



Le second semestre 2008 était placé sous le signe de la présidence française de l'Union européenne, et l'OEP a été invité dans diverses manifestations, notamment à Skopje, capitale de la Macédoine du Nord, puis à Tallinn, capitale de l'Estonie. C'est à Tallinn qu'Astrid Guillaume m'a fait connaître Pierre Frath, qui intégrera rapidement le comité scientifique puis en 2012 le conseil d'administration de l'OEP.

Dès les premières Assises, nous avons noué des contacts avec le monde économique et social : la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, la Chambre de commerce franco-allemande et les organisations syndicales. Sur cette manière de nouer des relations avec toutes les couches de la société française, nous étions avec la DGLFLF sur la même longueur d'onde. De la même manière, face à l'anglais, nous étions conscients que l'on ne pouvait se situer sur un terrain par construction monolingue, comme si deux monolinguismes devaient s'opposer, voie sans issue. Donc le plurilinguisme et la défense de la diversité linguistique et culturelle, y compris au sein de la sphère francophone, devenaient un axe stratégique majeur.

Enfin, la DGLFLF a soutenu le colloque organisé en 2018 déjà évoqué sur « la gouvernance linguistique des universités et établissements d'enseignement supérieur » et apporté un soutien juridique dans le recours que l'OEP a engagé contre l'université de Bourgogne concernant diverses formations dispensées exclusivement en anglais. Cette coopération juridique exemplaire doit servir de référence pour les associations agréées pour l'application de la loi « Toubon ».

Parmi les institutions publiques, nous devons signaler l'AUF. Sous l'impulsion initiale de Madame la Rectrice Michèle Gendreau-Massaloux, l'AUF a soutenu les Assises de Berlin en prenant en charge les frais de déplacement de nombreux intervenants d'Europe centrale et orientale, aide qui a été réitérée à Rome et à Bucarest.

Des relations ont été établies également très tôt avec l'OIF, une relation technique et intellectuelle avec l'Observatoire de la francophonie, dirigé par Alexandre Wolff. Relation aussi financière puisque l'OIF a contribué aux Assises de Bruxelles en 2016 et aux Assises de Bucarest en 2019.

Cette collaboration a abouti en 2019 à l'accréditation de l'OEP auprès de l'OIF comme organisation internationale non gouvernementale (OING).

Du côté des institutions publiques, nous ne pouvons ignorer la Commission européenne avec laquelle, pendant la période où il y eut un commissaire dédié au multilinguisme, en la personne de Leonard Orban, nous avons pu tisser des liens étroits. Nous savions que chaque numéro de la Lettre de l'OEP était lu et examiné à la loupe.

Impossible également de ne pas mentionner le ministère de l'éducation nationale avec lequel les relations ont été régulières, non seulement avec le CIEP, présent à la création de l'OEP, mais aussi le bureau des relations internationales et européennes, où notre correspondant depuis 2009, Michel Lefranc, est aujourd'hui membre du Conseil d'administration de l'OEP.

Enfin, du côté des institutions publiques, une place toute particulière est occupée par le prince consort de Roumanie, le Prince Radu. Aux premières Assises de 2005, Marina Dumitriu, chercheuse à l'Université de Marne-la-Vallée, s'était fait connaître par son initiative de faire réaliser un reportage vidéo dans lequel elle avait procédé à des interviews de nombreux participants. Elle s'est ensuite impliquée dans la vie quotidienne de ce qui allait devenir l'OEP dont elle est devenue très naturellement secrétaire générale. Elle a ensuite tissé un réseau de partenaires en Roumanie.

## La Roumanie

Le premier contact avec la Roumanie a été notre participation, à Marina et moi, en septembre 2006 au symposium annuel de l'Institut de philologie roumaine de l'Académie roumaine. Nous y sommes retournés plusieurs fois.

En 2008, nous avons participé à la XIII<sup>e</sup> édition des Journées de la francophonie, les 27-29 mars sur le thème « Diversité culturelle dans la francophonie contemporaine » organisé par l'Université « Alexandru Ioan Cuza » de Iași, le Département de français du Centre Culturel Français de Iași, l'Association Roumaine des Professeurs de Français et l'Association Roumaine des Départements Universitaires Francophones et enfin l'Inspection Scolaire du Département de Iași. Les textes ont été réunis par Doina Spita.

En 2010, du 22 au 24 septembre à Iași, nous sommes intervenus dans la IX<sup>e</sup> édition du Symposium International Annuel, organisé conjointement par l'Institut de Philologie Roumaine et l'Association Culturelle « A. Philippide ». Le thème en était « Culture et identité roumaines. Tendances actuelles et leur reflet dans la diaspora ».

L'Institut de philologie roumaine et l'association « A. Philippide » publient une revue semestrielle plurilingue, *Philologica Jassyensia*, aujourd'hui classée A, dans laquelle, Marina Dumitriu, Pierre Frath et moi-même avons publiés plusieurs articles. La direction de cette revue est assurée par Ofélia Ichim à qui l'OEP a confié en 2010 la responsabilité des réseaux roumains pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Voulant élargir le champ de notre coopération avec la Roumanie, Marina a organisé un voyage d'une semaine en janvier 2007 en Roumanie. Elle avait imaginé un label de plurilinguisme géré par l'OEP qui serait délivré par un jury à des établissements scolaires roumains, label qui serait reconnu par le ministère roumain de l'éducation.

Ce label a été lancé au cours d'une conférence de presse accueillie par la mairie de la ville de Craiova, principale ville du sud de la Roumanie où Marina était née et avait toujours vécu, ville native aussi du célèbre sculpteur Brancusi où il a un musée. Une visite privée de ce musée a été organisée pour nous par le maire de la ville. Cette conférence de presse a été un immense succès. A son occasion, la médaille de la ville de Craiova a été décernée à l'OEP. Une dizaine de conventions de partenariats seront passées avec des établissements scolaires dans les semaines qui ont suivi notre déplacement.

Toujours à Craiova, nous avons rencontré le directeur de la revue culturelle Mozaicul, Nicolae Marinescu avec lequel nous avons passé une convention de partenariat. La revue a publié plusieurs articles de Marina.

Nous avons ensuite rencontré des recteurs et des universitaires des universités de Timisoara, de Cluj Napoca, de Sibiu et de Iași

Bucarest était le terme de ce voyage. C'est dans les environs de Bucarest que nous sommes allés rencontrer Cristina Botez, artiste graphiste, afin qu'elle nous propose un logo pour l'OEP. Nous avons été par ailleurs reçus par le Maire de la Ville, mais le but ultime de ce voyage était de rencontrer le Prince Radu de Roumanie, aujourd'hui prince consort. Marina considérait que les monarchies européennes défendant le droit à la langue et à sa culture d'origine se portaient naturellement garantes de l'existence et de l'épanouissement des langues et cultures européennes. Pour elle, le Prince Radu pouvait être un ambassadeur de la cause du plurilinguisme. Son idée était que les familles royales occupant encore des fonctions officielles en Europe étaient toutes par tradition plurilingues, comme elles l'étaient aux XVIIe et XVIIIe siècles, et pouvaient toutes être des ambassadrices de la cause du plurilinguisme.